

Un peu plus que du savoir-vivre

André Bernard

« **S**ECRET, DISCRÉTION, CLANDESTINITÉ, ETC. », AVEZ-VOUS DIT ? À ces mots, nous pourrions ajouter « illégal », « hors-la-loi », « illécite », « souterrain », « invisible », « ruse », « prudence », « interdit », etc. Il s'agit des multiples façons de se glisser, sans se faire prendre, entre les mailles du filet de l'oppression avec ses conséquences éventuelles ou, alors, il s'agit d'agir « à visage découvert » et « à ses risques et périls ».

Nous abordons là des pratiques concrètes et non des élucubrations philosophiques, bien que, sous-jacent, peut-être présent *le scrupule de ne pas faire n'importe quoi*, « *d'être pourtant vrai* », *d'être en cohérence* » avec soi-même.

Hasarderons-nous un terme de métier que l'on peut appliquer à sa propre vie : « Faire de la belle ouvrage » ?

VÉCU DE PRÈS OU DE PAS TRÈS LOIN

Pendant la guerre 1939-1945, dans le petit village savoyard où j'habitais, mon père était passeur, c'est-à-dire qu'avec certains de ses collègues douaniers il faisait franchir *clandestinement* la frontière suisse à des juifs et à d'autres ; il était également agent de liaison de la Résistance, et il arrivait que des maquisards séjournent plus ou moins longtemps dans notre maison. En 1944, mon copain de classe (6 ans), un voisin avec qui je m'étais disputé, me dit : « Je sais qu'il y a des maquisards chez toi, je vais vous dénoncer. » Nous échangeâmes quelques coups. Il savait, ses parents savaient et, sans doute, la plupart des gens du village étaient au courant. Mais un *silence prudent* existait. Par la suite, sans lien avec ce qui précède, le village fut partiellement incendié par l'armée allemande en représailles à l'exécution d'officiers ; d'autres villages subirent le même

sort. Il y eut des résistants abattus ainsi que des civils. Après la guerre, le facteur raconta qu'il avait entendu de nombreuses explosions quand ma maison avait brûlé: c'était vrai qu'entre deux planchers des armes et des munitions avaient été *secrètement* stockées.

Pendant la guerre d'Algérie, un collègue (français) qui avait pris fait et cause pour le Front de libération nationale algérien (FLN) et qui, pour les besoins de son action, circula dans toute la France *sans jamais se faire prendre*, et que je questionnais sur sa « chance », me répondit que, en voyage, il s'efforçait toujours d'être « gris », *invisible, discret*, de ne jamais regarder les gens dans les yeux, de ne jamais les dévisager, etc.

Et on ne parle de *clandestinité réussie* que longtemps après s'en être sorti sans mal.

Toujours pendant la guerre d'Algérie, durant l'été de 1956, se tint un camping des Jeunes Libertaires à Salernes, dans le Var, réunion à laquelle j'ai participé. Pietro Ferrua, insoumis italien, présent sur les lieux, et qui habitait Genève, mit en place avec quelques présents un réseau de solidarité pour faire passer la frontière aux déserteurs, insoumis et à quelques autres. Par *discretion*, je ne fus pas mis dans le *secret* mais, de mon côté, je *n'informais personne* de mon insoumission prochaine. Et, dès le mois d'octobre, à Genève, j'administras la caisse de résistance.

Le groupe anarchiste de Genève, essentiellement en la personne d'André Bösiger, était impliqué dans le passage de la frontière. Sa profession d'artisan faisait qu'il circulait de part et d'autre de cette frontière sans trop attirer l'attention, et ses passagers étaient souvent des gens du FLN ou des membres du réseau Jeanson d'aide à cette organisation, ou d'autres encore...

Un autre réseau, Jeune Résistance, dépendant plus ou moins du réseau Jeanson, se consacrait plus particulièrement aux déserteurs et insoumis de la guerre d'Algérie. J'y ai participé quelque temps et me suis retrouvé en France, *clandestinement*, à porter des valises contenant surtout des tracts ou d'autres documents *interdits*. J'étais muni d'une fausse (ou vraie) carte d'identité belge au nom de René Breton. Ma propre carte avait été utilisée à d'autres fins, pour d'autres gens.

J'ai failli être arrêté, et j'ai eu très peur: la raison principale de cette frayeur, c'est que je ne me sentais pas à l'aise pour défendre *publiquement* ma position d'alors: je ne me sentais pas *en adéquation*. Plus tard, revenant en Suisse, j'ai fait un passage avec quelqu'un du réseau Jeanson. La voiture était truffée de billets de banque cachés jusque derrière les pare-soleil.

Je ne connais plus les lieux ni les noms de ceux qui, à *leurs risques et périls*, m'ont accueilli en France pendant cette période, mais je me souviens avoir dormi dans la chambre d'Helyette Besse et de René Darras (Jeunes Libertaires). Et je n'ai pas oublié certains visages de ceux et celles qui pensaient ouvrir leur porte à un Algérien en fuite.

Le premier numéro de *Ravachol* où je citais La Boétie et défendais la non-violence fut ronéoté en 1959 à un peu plus de 100 exemplaires.

« Et si on ne leur baille rien, si on ne leur obéit point, *sans combattre, sans frapper*, ils demeurent nus et défaits et ne sont plus rien, sinon que comme la racine, n'ayant plus d'humeur ou aliment, la branche devient sèche et morte. »

Cela se passait à Genève; nous étions cinq à imprimer la chose sur une vieille machine, dans une pièce avec une seule fenêtre qui donnait sur un mur. Sans témoins, donc.

Peu après, je décidai de quitter Genève pour Bruxelles afin d'y rencontrer Hem Day, un anarchiste partisan de la non-violence et qui, en 1954, avait publié le *Discours de la servitude volontaire* d'Étienne de La Boétie.

À court d'argent, et avant de partir, je pensais à reprendre le montant de la caution déposée en arrivant pour bénéficier du droit d'asile. Mais il me fallait d'abord payer mes impôts et passer dans le bureau de l'inspecteur Menut chargé de me surveiller. Cet homme, au moins une fois par semaine, venait dans le bistrot que je fréquentais, moi, quasi quotidiennement (L'Estaminet Saint-Germain), en bas de chez moi, dans la vieille ville. Lorsque je ne travaillais pas, le patron de l'endroit, ancien anar, tout en me prêtant *L'Encyclopédie* de Sébastien Faure, me rapportait les questions du policier. Or, avant mon départ, ce policier tint à m'expliquer avec force détails dans quelles circonstances nous avions imprimé *Ravachol*. « Il y avait même un bébé dans un couffin sous la table de

la ronéo », me dit-il. Tout était vrai. Il me souhaita bon voyage. Qui avait parlé? Depuis, je crois savoir.

Une militante nous raconte souvent le propos d'un autre militant qui affirme: « Dans tous les groupes que j'ai fréquentés, il y a toujours eu un flic ou un indicateur. »

Vous aviez dit: « *discretion* »?

En 1960, j'habitais dans la banlieue de Bruxelles. C'est de là que je pris contact avec les militants de l'Action civique non-violente qui avaient lancé une action de solidarité totale avec ceux qui refusaient cette guerre coloniale; action qui consistait, sans papiers, à *visage découvert*, à prendre l'identité d'un insoumis, d'un déserteur, etc., qui, lui-même, n'avait pas de papiers, et à *manifester en place publique*. L'arrestation était collective et les suites très diverses. Cette aventure est racontée par Erica Fraters (anagramme du mot « réfractaires ») dans un livre collectif qui a pour titre: *Réfractaires à la guerre d'Algérie, 1959-1963* (Syllepse, 2005); histoire uniformément ignorée, occultée, par les historiens qui pourtant rapportent des faits de moindre importance.

On peut également aller sur: refractairesnonviolentsalgerie1959a63.org

Une condition de réussite de ce genre d'action: ne pas se faire arrêter avant. La préparation se faisait, bien sûr, dans la plus grande *discretion*, sinon dans le plus grand *secret*.

C'était le pasteur Philippe Vernier, de Maubeuge, dans sa 2 CV Citroën, qui, *clandestinement*, de la France vers la Belgique, et vice versa, effectuait les passages de la frontière. En prévision de l'action à mener et pour plus d'efficacité, il y eut trois passages pour ma compagne et moi-même. Ainsi les « non-violents » ne rechignaient-ils pas à prendre des *précautions de confidentialité*.

Après le cessez-le-feu et la promesse d'un statut pour les ob-jecteurs, Jo Pyronnet, un des animateurs de l'ACNV, pensa que chacun devait se repositionner, revoir le pourquoi et le comment de son engagement; aussi envisagea-t-il de se déplacer pour une rencontre dans le camp des réfractaires.

Claude Voron raconte comment Jo Pyronnet vint ainsi rendre visite aux garçons qui travaillaient sur un chantier des environs de Mauzac:

« Le soir, nous n'avions pas le droit de sortir du domaine ni d'accueillir des amis. Une nuit, Jo est entré *clandestinement* et nous avons fait une réunion *secrète* avec lui dans la sacristie du château pour avoir les dernières nouvelles et envisager les actions à venir. Las, le surveillant avait dû voir Jo faire le mur. Avertis par le guetteur qu'il arrivait, nous avons eu juste le temps de cacher Jo dans le confessionnal, mais le surveillant, malin, l'a quand même découvert. »
(Page 130 de *Réfractaires à la guerre d'Algérie*.)

Claude Michel, de son côté, dans son livre *La Quête du sens* chez Fleurus Novalis (pp. 120-122), raconte :

« Je me retrouvai avec une centaine de personnes aux environs de Dijon, en septembre 1960. [...]

«La réunion dont il s'agissait avait un côté *un peu clandestin*, ce qui n'était pas dans nos habitudes, car y assistaient plusieurs jeunes recherchés pour insoumission ou désertion. Il y avait également – et ils allaient nous donner du fil à retordre – un certain nombre de responsables de mouvements d'aide plus ou moins directe au FLN, et de soutien aux jeunes qui refusaient de combattre pour la cause française. Il apparut bien alors que la non-violence ne va pas de soi, comme d'aucuns peuvent le penser. Refuser le service armé, renvoyer son uniforme, prendre même le risque d'aller travailler volontairement sur un chantier bénévole, étaient des choses assez faciles à admettre.

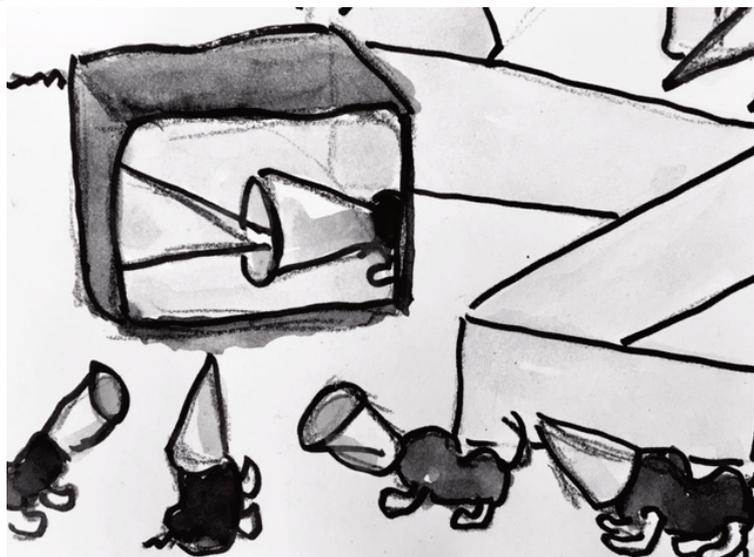
« Mais pourquoi donner son adresse à la police, ne pas mettre sur pied un *réseau d'aide clandestin*, pourquoi ne pas faire des barrages sur les routes, bref prendre les moyens de se faire entendre ? Il est vrai que notre attitude était en rupture avec les schémas habituels. [...]

« Les militants politiques étaient désorientés par notre langage. Ils n'osaient pas trop cependant nous taxer d'utopistes, sachant que la précédente "utopie" à propos des camps (d'assignation à résidence pour les Algériens suspects) s'était révélée étonnamment efficace. La plupart, d'ailleurs, nous avaient connus [...] par exemple aux Champs-Élysées le 28 mai 1960 où un millier de personnes

avait *spectaculairement* protesté contre les camps, malgré une contre-manifestation d'extrême droite et d'innombrables forces de police dirigées par le préfet en personne. [...

« Finalement, un petit groupe se retrouva à Paris quinze jours plus tard pour régler les modalités pratiques d'action. La discussion fut serrée, mais les choses finirent tout de même par se clarifier. »

Je pourrais également parler d'une expérience syndicale et d'une grève (celle du *Parisien libéré*), ou plus précisément d'un *lock-out*, qui a duré deux ans et demi (1975-1977). Une des modalités de l'action consistait, lors de « rodéos », à détruire les journaux de ce titre qui s'imprimaient ailleurs que dans nos locaux (certains ont même été fabriqués un moment en Belgique), à disperser ces feuilles aux quatre vents, mais aussi à crever les pneus des véhicules qui les transportaient – certains ont été jetés à l'eau; ce qui était moins « *risqué* » que de les brûler –, à entrer quelquefois par effraction chez certains livreurs, etc. Par ailleurs, toute une série de *manifestations diverses et d'occupations de bâtiments* (le bateau *France*, les tours de Notre-Dame-de-Paris, l'Arc de triomphe), arrêter le tour de France, interrompre un discours de Giscard d'Estaing au Conservatoire national des arts et métiers (60 blessés), couvrir les Champs-Élysées de journaux éparpillés, et j'en oublie...



Laurent Le Forban, *JOURLAND 3*, dessin préparatoire, 2004.

Les actions de « rodéos » n'avaient pas toujours l'aval officiel de nos syndicats ; c'est le moins que l'on puisse dire. On nous demandait plus que de la *prudence* dans ces actions directes ; certaines nuits, nous n'avions « *pas le droit de sortir* », mais nous le faisons quand même, *outrepassant les interdictions* des instances syndicales bien assises dans leurs bureaux et habituées à gérer les problèmes autrement.

Si j'ai écopé de deux condamnations pour destruction de véhicules, vol de journaux, coups à agents (faux), d'autres ne comptaient plus les procès en cours. Un drame, quand même, c'est le copain qui reçut une grenade lacrymogène et qui depuis est aveugle.

Une nuit, pendant une action, Jacky Toublet, militant anarchiste qui deviendra secrétaire du Syndicat des correcteurs, m'apostropha en me disant : « Mais qu'est-ce que tu fous là, le non-violent ? » Par la suite, on discuta beaucoup. Et il en vint à parler de « violence de basse intensité » et à écrire en 2005, dans le numéro 5 de *Réfractations*, un article intitulé : « La mystique de la violence, une dérive toujours possible ».

Effectivement, pendant ce conflit, la « violence contre les choses » – et jamais contre les personnes bien que nous nous soyons trouvés face à des gens armés – fut toujours très bien maîtrisée par mes camarades typographes, clicheurs, rotativistes, etc. ; et cela *spontanément*, sans faire appel à une quelconque théorie : il y avait là, simplement, l'expression d'une *conscience ouvrière vivante*.

Aussi, personnellement, je ne trouvais aucune *incohérence* à participer à ce combat syndical que nous menions collectivement.

ÉLOGE DE LA COHÉRENCE

Le mot de *cohérence* s'installa en moi – il éclairait une interrogation – quand il a été question de faire un livre de témoignages sur notre refus de la guerre d'Algérie. À l'Action civique non-violente, nous n'étions qu'une trentaine de réfractaires ; et une universitaire s'était engagée à faire ce travail d'écriture ; elle s'embarquait dans l'affaire avec un protocole bien arrêté, des idées toutes faites et, très vite, elle baissa les bras devant notre hétérogénéité : catholiques, protestants, agnostiques, athées, anarchistes, anticolonialistes, etc. Nous n'entrons pas dans ses schémas. Tous

différents ! Mais chacun, dans son domaine, sa religion, sa philosophie, ses principes, ses convictions, etc., avait le *scrupule*, l'honnêteté d'être *en accord avec l'idée* qu'il portait publiquement, d'être « *en cohérence* ». Et ces cohérences s'équilibraient si bien, et dans une totale ouverture d'esprit, que, plus de cinquante ans après, demeure une profonde amitié entre nous.

Mais une volonté de cohérence ne suffit pas, car on peut être cohérent dans la méchanceté, l'indignité, dans l'horreur... Quant à moi, c'est dans l'anarchisme que je cherchais une cohérence – ce qui n'est pas original ; en témoignent Emma Goldman, Malatesta et d'autres –, et affirmer, sans autre alternative, que la violence contredisait l'anarchisme ne suffisait pas, encore fallait-il faire des propositions en prenant en compte une opinion publique sans doute timorée, mais craintive devant la destruction des biens car la violence anarchiste, surtout par le terrorisme et les attentats contre les oppresseurs, semble avoir marqué à jamais les mentalités de façon négative.

Nous avons beaucoup publié sur la cohérence liant, en pratique comme en théorie, la non-violence et l'anarchisme. En témoignent, un exemple entre beaucoup d'autres, une interview que je fis d'Alain Pécuria (numéro 14 de *Réfractio* du printemps 2005) qui fut emprisonné en Espagne pour des « bombes purement symboliques », disait-il, alors que je l'étais en France pour un refus d'obéissance.

Avancer l'idée et la pratique d'une non-violence opposée à la violence ne suffit pas, car il y a de multiples formes de violence avec lesquelles on peut être plus ou moins, ou pas du tout, d'accord. Il faut donc mettre en avant des alternatives.

C'est ce que quelques-uns ont entrepris, comme Gene Sharp avec *La Lutte non-violente. Pratiques pour le XXI^e siècle* (Ecosociété, 2015) ou comme l'Internationale des résistants à la guerre avec son *Manuel des campagnes non-violentes* (IRG, 2017).

Citons en vrac : la grève, la non-coopération, la destruction de biens, le sabotage doux, le silence, la désobéissance civile, le retrait de dépôts bancaires, l'occupation de lieux, le sit-in, le jeûne, les marchés alternatifs, etc. Mais l'actualité peut confirmer *silencieusement* nos argumentations.

Ainsi, certains ont pensé trop vite que les printemps arabes avaient été un échec. Or il semble qu'un cheminement se soit fait

dans les esprits ; et *Le Monde* du 6 juin 2018 publie *presque discrètement* dans ses pages « Économie et entreprise » un article intitulé : « Au Maroc, le mystérieux boycott qui dérange les autorités, Danone, Sidi Ali et Afriquia [lait, eau et carburant] sont victimes de la grogne sociale ». Il s'agissait et il s'agit de lutter contre des produits trop chers. « Le mot d'ordre est apparu le 20 avril sur les réseaux sociaux », écrit *Le Monde*. Son origine ? « L'important, estime le journaliste Abdellah Tourabi, c'est pourquoi cette dynamique, "nous les petites gens et les classes moyennes contre eux les puissants", a pris une telle ampleur. » Ainsi, Danone a réduit de 30 % ses achats auprès de ses fournisseurs. « Selon un sondage publié fin mai, 57 % des 3757 personnes interrogées affirmaient boudier ces produits. » « C'est la première fois qu'on fait quelque chose comme ça. Le peuple est uni. » « C'est une façon moderne et pacifique de revendiquer. Surtout après ces deux années où l'on a vu de nombreux protestataires être poursuivis et mis en prison. » « *Beaucoup ont peur de sortir manifester. C'est pour ça que le boycott a pris.* »

« *Sans origine traçable ni meneurs identifiés, [le boycott] n'offre que peu de prise* », écrit encore *Le Monde*.

Le Canard enchaîné du mercredi 13 juin 2018 titre en dernière page : « Boycott d'alerte au Maroc ».

Évidemment, d'autres journaux ont repris l'information comme *L'Humanité*, *Le Parisien* ; et des informations circulent sur la Toile.

Il va de soi que le boycott n'est qu'une, parmi beaucoup d'autres, forme d'action que l'on qualifie de non-violente ; et la créativité peut se déployer sur d'autres champs que l'art ; le champ du social, par exemple.

Bien sûr, ces propos, quasiment au fil du souvenir et de la plume, mériteraient des questionnements, des développements et une réflexion plus collective, mais...

André Bernard

juillet 2018